# Peut-on renoncer au productivisme sans renoncer à l’Etat-Providence ?

# *Opposition ou complémentarité entre les critiques socialistes et écologiques du capitalisme*

Laurent de Briey

Professeur à l’Université de Namur (Département de sciences politiques, sociales et de la communication) et professeur invité à l’UCL (Chaire Hoover d’éthique économique et sociale)

Laurent.debriey@unamur.be

Docteur en philosophie et maître en économie

*Proposition de communication*

Atelier pertinent :

Modèles de la transition, voire le rôle des pouvoirs publics dans la transition.

Cadres théoriques :

Théories de la justice, critique républicaine du libéralisme, évolution des modèles sociaux, redéfinition de la prospérité.

Diagnostic :

Les partis politiques écologiques se situent généralement à gauche sur l’échiquier politique. Ils doublent leur critique de la recherche d’une croissance économique perpétuelle dans un monde fini d’une défense des droits sociaux hérités du modèle de l’Etat-providence. Ma contribution a l’intention d’interroger la cohérence entre ces deux dimensions de l’écologie politique et de suggérer que les tensions entre elles constituent un facteur explicatif potentiel des clivages au sein des mouvements se revendiquant de l’écologie politique.

Deux points retiendront mon attention. Premièrement, l’étude de contradictions éventuelles entre, d’une part, la critique des politiques d’austérité et l’appel à une relance de l’économie par un « Green Deal »[[1]](#footnote-1) et, d’autre part, la remise en cause de l’objectif même de croissance au profit d’une « prospérité sans croissance »[[2]](#footnote-2) ou d’une « sobriété heureuse »[[3]](#footnote-3). La nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice en ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n’implique-t-elle pas nécessairement de relativiser la recherche de la croissance économique, voire d’accepter une certaine décroissance[[4]](#footnote-4) ? Les impératifs écologiques actuels n’entrent-ils pas en contradiction avec la conviction que l’équilibre des finances publiques repose sur le retour de la croissance économique ? Il s’agirait ainsi de se demander si, entre les défenseurs du développement durable et les promoteurs de la décroissance, les différences sont essentiellement rhétoriques ou si elles témoignent d’un véritable clivage idéologique.

Deuxièmement, je souhaiterais m’intéresser aux critiques écologiques des réformes sociales visant à transformer l’Etat-providence en un Etat social actif. Si de nombreux écologistes paraissent voir dans ce projet un cheval de Troie du néolibéralisme, on peut se demander si la défense de l’Etat-providence ne témoignerait pas d’une curieuse nostalgie des Trente Glorieuses, ces trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre et durant lesquelles une forte croissance économique était porteuse d’emplois et de hausses salariales, tout en rendant possible le développement des droits sociaux. Or, l’un des moteurs de cette forte croissance était l’exploitation à faible prix des ressources naturelles. Dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles, mais aussi de vieillissement de la population, ne faut-il pas s’interroger sur la soutenabilité d’un modèle social qui a été développé dans le cadre d’un modèle économique de croissance forte ? L’éventuelle incompatibilité entre la critique écologique et la critique sociale du néolibéralisme constitue ainsi une seconde source de divisions potentielles au sein des partisans de l’écologie politique.

Méthodologie :

En tant que philosophie, la méthodologie de recherche ne se base pas sur des données empiriques ou des indicateurs. Elle consiste dans l’analyse de la cohérence argumentative au sein d’un corpus de texte et dans la mise en évidence des présupposés philosophiques sous-jacents aux modèles sociaux et économiques.

Par ailleurs, mes compétences économiques me permettent également d’interroger la cohérence entre les modèles développés et leurs implications économiques potentielles.

Eléments prospectifs :

L’approche philosophique est intrinsèquement normative. Elle doit permettre l’élaboration et la discussion d’un contre-modèle permettant de fonder sur un référent idéal la critique de la société actuelle et d’orienter l’action politique.

En l’occurrence, l’analyse de mon corpus de texte devrait conduire à interroger la possibilité de concilier quatre éléments paraissant tous souhaitables : des investissements publics devant permettre la transition écologique ; l’adoption d’un modèle de croissance faible, voire négative ; la réduction du temps de travail ; la défense de l’Etat-Providence. L’élément prospectif de la contribution consistera dans l’esquisse d’un contreprojet politique cohérent arbitrant entre ces différents éléments. Je me demanderai en particulier si, au lieu d’opposer la réforme du système économique et financier, porté par les mouvements politiques dits de gauche, aux réformes du modèle social grâce auxquelles les libéraux entendent dynamiser le marché du travail, il ne faudrait pas en affirmer la complémentarité.

Bibliographie indicative :

Y.-M. Abraham, L. Marion, H. Philippe (éd.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Ecosociété, 2011.

D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance. Dix questions pour en débattre*, Paris, La Découverte, 2012.

L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

I. Cassiers (éd.), *Redéfinir la prospérité*, Aube, Paris, 2011.

P. Dardot, C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

J.-P. Fitoussi, E. Laurent, *La nouvelle écologie politique. Economie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008.

F. Flipo, *Nature et politique. Contribution à une anthopologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Amsterdam, 2014.

R. Heindberg, *The End of Growth*, Gabriola Island, New Society Publisher, 2011.

R. Hopkins, *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local* Resilience, Totnes, Green Books, 2007.
T. Jackson, *Prosperity without growth: Economics for a Finite Planete*, London, Earthsacn, 2009.

Les économistes atterrés, *20 ans d’aveuglement. L’Europe au bord du gouffre*,*,* Paris, Les liens qui libèrent, 2011.

Les économistes atterrés*, Changer d’économie !,* Paris, Les liens qui libèrent, 201.

Les économistes atterrés*, L’Europe mal-Traitée*, Paris, Les liens qui libèrent 2012.

Les économistes atterrés, *Changer l’Europe !*,Paris, Les liens qui libèrent, 2013.

J.-M. Nollet, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008.

S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

A. Lipietz, *Qu’est-ce que l’écologie politique*, Paris, Les Petits Matins, 2012.

J., O’Neill, *Ecology, Policy and Politics : Human Well-Being and the Natural World*, London, Routledge, 1993.

T. Piketti, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013

P. Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.

N. Stern, *The Economics of Climate Change: The Stern Review*. Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

J. van den Bergh, “Growth, a-growth or degrowth to stay within planetary boundaries”, *Journal of Economic Issues*, 46 (2), 909-920.

1. Voir par exemple Jean-Marc Nollet, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008. [↑](#footnote-ref-1)
2. Tim Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010. [↑](#footnote-ref-2)
3. Pierre Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010. [↑](#footnote-ref-3)
4. Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006. [↑](#footnote-ref-4)